

# Espace de la mort : Nouveau rapport documentant la dégradation de la vie à Gaza pendant 14 ans de blocus

14 février 2020



**Genève - Un nouveau rapport de l'Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme a révélé que plus de la moitié de la population de la bande de Gaza est en dessous du seuil de pauvreté, alors que l'enclave achève 14 années de blocus israélien.**

À la lumière d'un précédent rapport publié par les Nations Unies en 2012, dans lequel elle s'attendait à ce que Gaza ne devienne pas un endroit habitable en 2020, le rapport a mis en évidence des indicateurs de détérioration des domaines de la santé, l'économie, l'éducation et tous autres aspects de la vie quotidienne

des Palestiniens.

Le rapport fournit des preuves accablantes de la façon dont les politiques et pratiques israéliennes ont sapé les structures économiques et sociales de Gaza », a déclaré Richard Falk, président du Conseil d'administration d'Euro-Med Monitor.

Il est particulièrement préoccupant que cette situation d'anarchie d'Israël avec un impact aussi terrible sur la population civile, soit autorisée par les Nations Unies et ses États membres à continuer pendant si longtemps sans un effort beaucoup plus concerté pour inciter Israël à se conformer au droit international, lever le blocus et cesser toute forme de punition collective. »

« Ce scandale humanitaire de longue durée dans le monde concerne l'ensemble de la population palestinienne de Gaza et remet en question la conscience de toute l'humanité. » a ajouté Falk.

Le rapport indique que les indicateurs de la crise humanitaire dans la bande de Gaza se sont multipliés de manière « choquante », notant que si le taux de chômage parmi la population était d'environ 23,6 % en 2005, aujourd'hui – au début de 2020 – il atteint 52 %. Le taux de chômage dans la bande de Gaza est parmi les plus élevés au monde en raison de la fermeture de dizaines d'entreprises, d'établissements et d'institutions.

En outre, 54 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté, contre 40% en 2005, soit deux fois et demie plus que la Cisjordanie. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire atteint 71%.

Sur le plan macroéconomique, la contribution de la bande de Gaza au PIB a chuté à moins de 20 % à la fin de 2019. Dans le même temps, le revenu moyen par habitant à Gaza a diminué à 800 dollars par an, contre une moyenne de 3 600 dollars dans l'ensemble des territoires palestiniens.

Le rapport souligne que pendant plus de 14 ans, les autorités israéliennes ont travaillé à établir une politique d'isolement de la bande de Gaza, en la séparant de la Cisjordanie. Le rapport explique que les violations du droit à la liberté de circulation sont l'une des indications les plus claires de l'impact du blocus sur la réduction des libertés et l'étranglement de la vie dans la bande.

Sur les sept points de passage pour la circulation des personnes et des marchandises avant l'imposition du blocus israélien, seulement trois opèrent aujourd'hui, deux relient Gaza avec Israël et un relie Gaza avec l'Égypte, ce qui a permis de réduire de plus de la moitié le nombre de passagers, de camions de fret et d'aide.

Par exemple, le nombre moyen de passages à travers le passage d'Erez par mois a atteint 65000 avant l'imposition du blocus israélien. Ce nombre a été réduit à moins du quart en 2019, pour atteindre seulement 14 000 par mois.

Le rapport souligne que le secteur de la santé demeure le plus touché, le déficit de médicaments atteignant environ 52% au début de 2020, contre seulement environ 16% en 2005. Cela signifie essentiellement que le secteur de la santé est incapable de fournir des traitements et des soins de santé à la grande majorité de la population, alors que les périodes d'attente pour de nombreuses interventions chirurgicales sont d'environ 16 mois, comparativement à seulement trois mois en 2005.

L'Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités en matière de protection des civils palestiniens, en travaillant dur pour mettre fin à l'occupation israélienne à long terme des Palestiniens et pour mettre fin aux crimes de guerre et aux punitions collectives contre la population civile.

L'Observatoire a appelé la communauté internationale à exhorter les autorités israéliennes à s'acquitter de leurs responsabilités envers la population occupée, conformément aux pactes, traités et normes

internationaux.

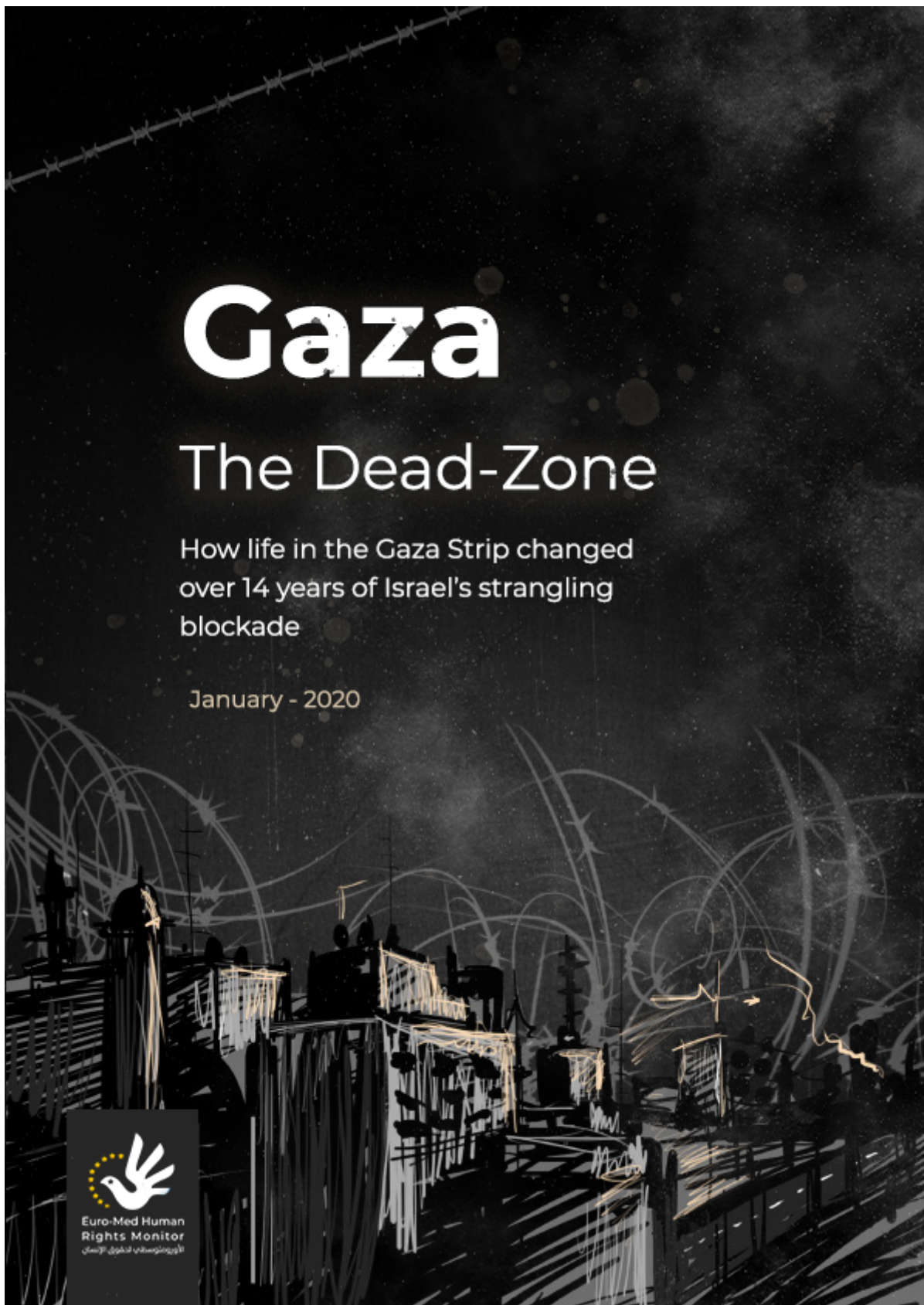
Euro-Med Monitor a appelé les Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève à s'acquitter de leurs obligations énoncées à l'article 1 de la Convention, selon laquelle les Parties contractantes sont tenues de respecter la Convention et d'assurer l'engagement d'Israël à son égard.

De même, les Parties contractantes devraient s'acquitter de leurs obligations juridiques au titre de l'article 146 de la Quatrième Convention de Genève, qui lui permet de poursuivre les personnes accusées d'avoir commis des infractions graves à la Convention.

Euro-Med a également demandé instamment que les personnes impliquées dans les violations contre les civils palestiniens - y compris les dirigeants et les soldats israéliens - soient renvoyées devant les tribunaux compétents, y compris les tribunaux des États parties aux conventions de Genève, conformément au principe de compétence universelle et à la Cour Pénale Internationale, et de veiller à ce qu'ils soient jugés équitablement.

[Cliquez ici](#) pour lire le rapport en anglais

[Cliquez ici](#) pour lire le rapport en arabe



**Lire aussi :** [Sur le site de l'Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme](#)

- Emplacement : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Dossiers thématiques](#) > [Bande de Gaza](#) >
- Adresse de cet article : <https://stopcolonies.fr/Espace-de-la-mort-Nouveau-rapport-documentant-la-degradation-de-la-vie-a-Gaza>

